

« débat national sur l'avenir de l'école »

au Lycée de Kerneuzec

le Vendredi 12 décembre 2003

Après un exposé liminaire des animateurs sur les données fournies par le ministère, un temps d'échange est donné aux participants ; des interventions sont demandées au nom d'organisations syndicales ; elles seront suivies de nombreuses interrogations :

- ⊗ On regrette la suppression des évaluations de seconde ; on assiste à une série de reculs, à une inflation du travail précaire. Les institutions ne sont pas respectées au sein des établissements : problème des assistants d'éducation. Il n'y a pas de confrontation franche : pourquoi pas un référendum ? Nous refusons de cautionner ce faux débat.
- ⊗ Nous nous méfions de ce débat et de l'utilisation qui en sera faite ; on a déjà supprimé le corps des surveillants. Nous manquons de moyens et nous sommes dans une logique de privatisation.
- ⊗ Le but du gouvernement est de faire des économies ; ce débat ne servira à rien.
- ⊗ Si l'académie de Rennes est celle de toutes les réussites, elle est celle aussi qui génère la plus grande violence contre soi chez les jeunes.
- ⊗ Quelle violence ? Ce sont les élèves qui sont violents avec les enseignants.
- ⊗ Peut-il y avoir un vrai débat quand toutes les réponses sont induites ?
- ⊗ Personne ne parle de la décentralisation ; les personnels n'ont pas été consultés.
- ⊗ Les avis des enseignants n'ont pas été pris en compte ; je comprends ceux qui ne participent pas.
- ⊗ Comment traiter des sujets aussi importants en six heures ? N'est-ce pas là une grande violence institutionnelle ?
- ⊗ Nous sommes dans une économie ultra libérale ; moins de moyens pour l'état et plus de flexibilité de l'emploi. La politique éducative est-elle assujettie à l'OMC ?
- ⊗ Les élèves ne savent pas ce qu'est la décentralisation. Seule la mobilisation dans la rue peut apporter quelque chose.
- ⊗ J'aimerais débattre de l'avenir de l'école, mais pas dans un cadre où les choses sont écrites d'avance.
- ⊗ Un vrai travail en commissions faciliterait les choses.
- ⊗ J'entends depuis le début un débat corporatiste ; c'est une perte de temps. Que peut-on faire pour que l'école serve à quelque chose ? Les jeunes qui en sortent ne savent pas grand chose. Comment ne pas fabriquer de l'échec ?
- ⊗ En supprimant le corps des MI-SE, on a coupé le cordon ombilical entre professeurs et élèves.

Doit-on rester débattre en assemblée plénière ou travailler en commissions ? Un vote est organisé et l'assemblée décide de se scinder en commissions.

Voici le compte-rendu des échanges qui ont eu lieu dans ces commissions :

Hors des commissions prévues, les personnels de santé-sociaux ont souhaité communiquer ainsi :

Après avoir assisté à la présentation du débat sur l'avenir de l'école, nous regrettons que l'élève ne soit pas placé au centre des discussions.

En effet, nous constatons que les missions communes à tous les personnels (enseignants, vie scolaire, CIO, TOS, service médico-sociaux) qui sont de favoriser la réussite scolaire de l'élève à travers son épanouissement intellectuel, psychique et physique ne sont pas au centre des préoccupations.

Nous ne nous reconnaissons pas à travers ce débat et nous le déplorons.

Commission 1 : Les valeurs de l'école.

Comment faire cohabiter les valeurs collectives de l'école dans une société très individualiste, comment affirmer la laïcité et répondre à la question des signes ostensibles, l'école prépare-t-elle vraiment au monde moderne, à l'entreprise, comment remédier à la dévalorisation des filières techniques, comment réactiver l'ascenseur social, l'école ne peut résoudre les problèmes sociaux...?

Il faut réaffirmer les valeurs de l'école qui nous appartiennent à tous.

Le Bac monopolise les programmes au détriment de l'ouverture disciplinaire et de la polyvalence de l'enseignement dispensé ; l'adaptation de l'enseignement aux besoins de l'entreprise suppose un socle de culture générale commun et transversal.

Commission 2 : Le métier d'enseignant

Certains professeurs n'aiment pas les jeunes, les possibilités de formation continue ont subi des coupes sombres, l'école joue moins son rôle d'ascenseur social...

Témoignage sur la précarité de situation des vacataires.

Maintien d'une formation disciplinaire élevée mais nécessité de développer des formations pédagogiques initiales puis continues.

Référence est faite à la formation en EPS qui fait une part importante au pédagogique et à l'IUFM de Rennes qui permet la rencontre des futurs enseignants avec les situations concrètes et les jeunes, en particulier ceux qui sont élèves dans les établissements « sensibles ».

Les équipes pédagogiques devraient être élargies au personnel spécialisé, psychologue scolaire... absent ou en nombre insuffisant.

Commission 3 : Echecs et réussites

Les élèves ont un comportement « zappeur » ; ils n'écoutent pas, sont passifs, peu intéressés, peu motivés.

Les heures de permanence ne sont pas utilisées ; l'accompagnement éducatif et pédagogique ne devrait pas être limité à la classe.

On n'arrive pas à faire face aux élèves qui sont devant nous ; on a le sentiment de travailler en permanence à « flux tendu » : refus des redoublements par les familles ; il est nécessaire que chacun trouve sa place.

La famille ne joue pas assez son rôle éducatif sur les exigences de l'école.

Les entreprises ne sont pas satisfaites, les jeunes qui sortent ne sont pas prêts à l'emploi.

Il est nécessaire de développer les passerelles, revaloriser les formations professionnelles, déterminer un socle disciplinaire minimum.

Ouvrir l'école sur l'extérieur et l'entreprise, mais ne pas faire simplement coller les formations aux besoins immédiats de celles-ci, au contraire, il est nécessaire de consolider l'enseignement général.

COMPTE – RENDU DES COMMISSIONS

« débat national sur l’avenir de l’école »

au Lycée de Kerneuzec

le Samedi 13 décembre 2003

Domaine n°1 : Quelles sont les valeurs de l’école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Les valeurs de l’école doivent être en adéquation avec les valeurs de la société qui doit donc alors les reconnaître. Hors, elles sont actuellement présentées comme étant divergentes. Mais qu’appelle-t-on les valeurs de la société : s’agit-il uniquement des valeurs « décrétées » par les media et les politiques, n’a-t-on pas tendance à les réduire aux seules valeurs de l’entreprise et de l’économie marchande ? Certains sondages et votes maladroits prouveraient que l’opinion publique rechercherait plutôt des valeurs dites traditionnelles.

Cette prétendue divergence ne permet-elle pas de rejeter sur l’école la responsabilité des échecs de société (illettrisme, chômage, violence...).

Si des valeurs de l’école sont définies, il faut faire en sorte qu’elles soient relayées par les autres structures de la société (parents, gouvernement, entreprises, media, etc.), mais ils s’agit souvent de valeurs contraignantes.

Les valeurs de l’école républicaine :

Avant tout, il s’agit d’une valeur d’instruction par la transmission du savoir.

Mais l’école a également des valeurs éducatives qu’elles partagent bien entendu avec la famille et les autres structures de la société. Elle doit, entre autres et souvent en contradiction avec le consumérisme et l’économie d’effort proposés par les media, permettre d’apprendre

- qu’acquérir un savoir et des compétences demande un **effort**, qu’un simple clic ou le plaisir ne suffisent pas toujours,
- que cet effort est un travail de longue haleine, que l’acquisition du savoir et des compétences est lente et progressive, que l’objectif de cet effort n’est pas évident à priori et peut n’apparaître que très tardivement, d’où, parfois, des difficultés de motivation,
- à accepter l’échec pour rebondir,
- à accepter la diversité des mécanismes de raisonnement, d’expression, de méthodes d’acquisition...
- à vivre ensemble dans le respect de chacun

Sujet n°5 : Quel socle commun de connaissances de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Les délais accordés n’ont pas permis de développer cette partie, **mais** il semble nécessaire de définir des seuils de compétences de savoir et de capacités de travail pour chaque cycle du cursus scolaire et d’empêcher le passage automatique au cycle supérieur si ces compétences ne sont pas acquises. Toutefois, ce seuil peut être moins ambitieux que le niveau exigé actuellement, la notion de cycle peut être différente d’une discipline à l’autre et les moyens d’aboutir peuvent être davantage diversifiés avec des délais et des passerelles adaptés.

Domaine n°2 : Comment motiver et faire travailler les élèves ?

Nécessaire ouverture du lycée sur le monde.

Programmes trop lourds qui ne permettent pas les décloisonnements disciplinaires. Programmes inadaptés. Dichotomie entre les concepteurs et les artisans sur le terrain.

Pertinence de l'appellation des séries.

Des filières trop compartimentées en lien avec les spécificités du bassin d'emploi

Dévalorisation des certaines filières choisies par défaut qui induisent une démotivation et une mauvaise image d'eux-mêmes pour les élèves

Faut-il tendre vers une 2de indéterminée ?

Doit-on s'inspirer du système finlandais qui permet des parcours personnalisés dans un tronc commun avec des modules spécifiques ?

Cette flexibilité suppose-t-elle une réorganisation du travail des équipes pédagogiques ? annualisation ?.....

La priorité doit être pour l'élève de construire son projet tout en conservant l'estime de soi.

Les passerelles doivent être développées.

Domaine n°3 améliorer le fonctionnement de l'école

Il faut apprendre à acquérir un savoir

Cela nécessite d'accepter l'échec et de produire des efforts

Différentes approches sont affirmées :

- Il faut privilégier le sens à donner aux actions entreprises pour rendre ces dernières significatives et motivantes pour les élèves

- Il faudrait d'abord amener les élèves à comprendre que sans effort il est difficile d'accéder au savoir et au développement de ses facultés.

- L'admission automatique dans la classe supérieure pose problème et provoque une hétérogénéité des niveaux difficile à vivre

- Il serait nécessaire que le lycée accepte la diversité et développe ses capacités de socialisation dans le respect de chacun.